

GREVE 13 JANVIER 2022



NON M. le Ministre, les personnels de l'Éducation Nationale ne font pas grève aujourd'hui contre un virus. Nous sommes là pour former de futurs citoyens et avons le jugement nécessaire aux analyses du vécu du terrain, chacun et chacune dans son domaine !

Nous savons précisément pourquoi nous sommes là et il est urgent que vous le compreniez.

Constatez avec nous M. le Ministre que vous avez réussi au moins une chose, c'est

l'émergence d'une mobilisation énorme dans le département c'est plus de 70 % de grévistes dans le primaire, cette mobilisation est aussi transversale et fédératrice. Elle n'est pas le fruit d'un concours de circonstances ou d'un simple mouvement d'humeur.

Examinons rapidement la liste consternante, mais non exhaustive, des attaques successives de la part des politiques libérales contre les conditions de travail de tous les métiers du monde éducatif en période de crise :

- des changements incessants de protocoles flous et inapplicables
- des directeurs qui ne peuvent plus faire classe, qui gèrent comme ils peuvent H 24 l'ingérable, sans soutien concret de l'administration.
- le manque criant de personnel dans tous les secteurs : chez les enseignants bien sûr, mais chez les AED, AESH, infirmières scolaires, postes administratifs, psyEN, assistants sociaux, ...
- les postes de remplaçants tellement raréfiés que de plus en plus d'élèves subissent des carences dans leurs apprentissages.
- des réformes inadaptées au terrain imposées coûte que coûte, entre autre au lycée...
- des exigences intenable comme assurer simultanément le présentiel et le distanciel.
- une communication biaisée, hypocrite
- l'expression récurrente du mépris : Par exemple, votre préférence pour court-circuiter la communication directe avec les personnels, vos effets d'annonce dans les médias, de préférence médias privés. Tous ces choix nourrissent le prof- bashing.
- des personnels qui ne sentent pas protégés sur le plan sanitaire alors que c'est une des missions premières d'un employeur
- les suppressions de postes d'enseignants qui ont pour conséquence directe l'augmentation des effectifs dans les classes,

TROP c'est TROP !

Depuis le début de cette crise, l'UNSA Education n'a eu de cesse de vous alerter à tous les niveaux en CHSCT D, CHSCT A, CHSCT M...sur l'impact de l'accumulation de tous ces dysfonctionnements, mais en vain.

Entre autres choses, un grand nombre d'entre nous ont dépassé leurs limites ; vous êtes responsables de tout ce que cela induit sur notre santé, notre vie professionnelle et personnelle. L'exaspération et l'épuisement sont à leur comble.

M. le Ministre, vous ne pouvez plus ignorer la maltraitance infligée à vos personnels.

Alors que ceux-ci font preuve d'un professionnalisme sans faille, depuis 2 ans, pour faire tenir un système éducatif bousculé par la pandémie, votre ministère ne cesse de rajouter de la crise à la crise. L'Éducation nationale, dans son ensemble, ne peut plus être mise en tension par le décalage entre les annonces du gouvernement et les réalités du terrain.

Ne restez pas sourd à nos revendications, l'UNSA exige:

- des procédures qui tiennent compte des nécessaires délais de précaution et de gestion lorsqu'il y a des élèves positifs,
- la fourniture de masques protecteurs et d'autotests en nombre suffisant pour les personnels.
- des tests cadrés par une logique de santé publique et avec des moyens adaptés,
- des équipements en capteurs de CO2 et des purificateurs d'air,
- le recrutement de personnels sur listes complémentaires ainsi que de recrutement d'assistants d'éducation, d'AESH ...
- du temps supplémentaire de décharge de direction, des aides administratives...
- la priorisation de l'activité avec le report de tout ce qui n'est pas essentiel à la gestion de crise (réunions, rédactions de projets, formations, enquêtes, contrôle de l'enseignement dans la famille,...),
- la mise en place du télétravail conformément aux préconisations de la fonction publique, dès que c'est possible, en particulier dans les services académiques mais également dans les EPLE, dans le respect de l'organisation du service.
- la suppression du caractère obligatoire des évaluations de mi-CP qui ne font pas sens dans un contexte très perturbé.
- le report des évaluations d'EPLE et d'écoles programmées dans la période (phase d'auto-évaluation comme phase d'évaluation externe)
- Non cumul enseignement en présentiel/distanciel. Le ministre doit non seulement écrire noir sur blanc ce qu'il dit aux représentants syndicaux mais il doit aussi en faire une communication publique en particulier en direction des parents

Malgré une crise sanitaire inédite vous avez continué à enlever des moyens pour rendre des millions à Bercy : c'est inadmissible. La même chose se produit pour l'hôpital déjà complètement asphyxié avant même la gestion de crise. Nous ne pouvons plus accepter qu'un libéralisme irresponsable continue à dicter les règles pour que le service public soit sacrifié.

L'UNSA Education défendra et continuera à exiger des moyens, des actes pour que l'école publique puisse assurer ses rôles sans inégalité sur tout le territoire, pour que l'on donne toutes ses chances à une jeunesse qui voit tant d'obstacles sur sa route. Nous insisterons et conclurons sur le fait que tous les personnels ont le droit d'être protégés et d'exercer dans des conditions de travail respectueuses surtout en période de crise.